

DOSSIER

Dossier : La violence extrême au Moyen-Orient

Axe IV : « Les dimensions psychologiques de la violence extrême ; la régulation des émotions et le coping – remédiation »



DESTRUCTIONS – RECONSTRUCTIONS DU TISSU URBAIN. BEYROUTH OU LE LEITMOTIV DE CYCLES DE VIOLENCE URBAINE (LIBAN)

Liliane BUCCIANTI-BARAKAT

Département de Géographie, FLSH, USJ

Résumé

Au cours des dernières décennies, les violences urbaines se sont considérablement développées dans le monde et alimentent les médias ainsi que les réseaux sociaux. Parallèlement, elles sont accompagnées de risques directs ou indirects liés à la concentration urbaine et à son développement exponentiel à l'échelle planétaire.

Beyrouth, capitale du Liban, ville tentaculaire et monopolisatrice, a subi au cours de sa longue histoire, plusieurs phases de destructions violentes. Les fouilles archéologiques exhument des vestiges des diverses civilisations qui l'ont occupée et dominée. Du dernier quart du XIX^e siècle à nos jours, la ville a été le témoin d'une série de destructions majeures commanditées par les représentations que les divers régimes qui dirigeaient le pays projetaient sur la ville.

Ces transformations, souvent violentes du tissu urbain imposées aux Beyrouthins, ont gommé son cœur historique et perturbé ses espaces de convivialité. Les processus de reconstruction ont mené à des abus d'appropriation foncière et initié plusieurs fragmentations au sein de la ville, créant ainsi des terrains de confrontation, de dualité sociale aboutissant quelquefois à un état de rupture violent dans les relations citoyennes.

Ce modèle de destructions spatio-temporelles à répétition, a provoqué des traumatismes et des cicatrices dans le tissu urbain de Beyrouth et de ses habitants. Cette situation particulière nous a semblé intéressante à analyser dans le cadre de la thématique du Projet de recherche « La Violence Extrême au Moyen-Orient ».

Mots-clés

Liban – Beyrouth – Violence – Risques – Destructions – Fragmentations sociales.

Abstract

Over the past decades, urban violence has expanded around the world and feeds the medias and social networks. At the same time, they are accompanied by direct or indirect risks linked to urban concentration and its exponential development all over the world.

Beirut, capital of Lebanon is a sprawling and monopolizing city that has suffered among centuries, several violent destructions. Archaeological excavations unearth vestiges of the various civilizations that occupied it. From the last quarter of the 19th century to the present day, the city has witnessed a series of major destructions ordered by the political leaders of the time.

The perpetual transformations of living spaces, often imposed on Beirutis, have initiated several fragmentations within the city, creating areas of confrontation, of social duality, resulting sometimes in a state of violent rupture in the urban fabric and in human relations

This repeated process of spatio-temporal destruction traumatized the urban fabric of Beirut and seemed interesting to analyse within the framework of the Research Project "Extreme violence in the Middle East".

Keywords

Lebanon – Beirut – Violence – Risks – Destructions – Social fragmentations.

Introduction

« ...Une Cité bâtie par Saturne, ainsi que le prétendaient les Anciens, ne peut prospérer longtemps. L'opulence ne peut y régner sans qu'un jour tout soit jeté sens dessus dessous. » (Barakat, 2001)

Au cours des dernières décennies, diverses formes de violence urbaine se manifestent de plus en plus dans le monde et affectent plusieurs métropoles, villes, petites villes... Nous assistons à une montée globale de la violence urbaine ; les schémas catastrophes ne sont plus une fiction car elle s'affiche de plus en plus à la une des quotidiens et ses impacts sont aussi renforcés par l'immédiateté de l'information et des médias qui couvrent à la seconde près, l'événement dramatique.

La violence en milieu urbain s'illustre de manière différente. Cela va d'un meurtre dans une rue, à des manifestations et affrontements avec les forces de l'ordre, de la destruction de bidonvilles, à celle d'une tour... D'autres types de violences sont liées à l'insécurité, à la précarisation, au stress hydrique, à la gestion des déchets, aux épidémies ou aux explosions. Sans oublier pour autant les aléas de plus en plus violents du changement climatique (canicules, tornades, précipitations, inondations, incendies de forêts dévastant des milliers d'ha chaque année) et les catastrophes majeures (séismes, éruptions volcaniques, ouragans...) qui font régulièrement de plus en plus de dommages et de victimes dans le monde.

Il est évident que la montée des risques directs ou indirects de la violence urbaine est liée à la concentration urbaine et à son développement exponentiel à l'échelle planétaire.

Beyrouth, ville tentaculaire et monopolisatrice, a subi systématiquement au cours de son histoire, plusieurs phases de destructions violentes de sa trame urbaine. Son sous-sol n'est qu'une succession de strates urbaines et de vestiges du passé où la vie ne reprend qu'après une ruine. Du dernier quart du XIX^e siècle à nos jours, la ville a connu une série des destructions majeures issues de la volonté des pouvoirs en place : celle de contrôler et de modifier son image. De l'Empire ottoman, au mandat français, de l'indépendance à la longue guerre civile, de la reconstruction du centre-ville à la destruction du vieux tissu urbain et, dernièrement, l'explosion du port de Beyrouth le 4 août 2020, le centre-ville et divers quartiers de la capitale libanaise ont été profondément bouleversés et stigmatisés.

Les transformations perpétuelles de ces espaces de vie, souvent imposées aux Beyrouthins, représentent un bras de fer permanent entre les réglementations urbaines et la spéculation foncière, entre les protecteurs du patrimoine bâti et les promoteurs immobiliers, sans oublier la politique du laisser-faire et les

irrégularités quelquefois frappantes dans l'application des lois et dans la qualité des matériaux de construction utilisés. Elles ont initié plusieurs fragmentations au sein de la ville, créant souvent des terrains de confrontation, de dualité sociale aboutissant quelquefois à un état de rupture violente dans le tissu urbain et dans les relations humaines. Elles ont, avec le temps, produit des mémoires plurielles d'ordre individuel ou collectif.

Actuellement, la crise économique et financière que connaît le Liban, l'explosion du 4 août 2020 ont « épuisé » les Libanais. Contrairement à l'époque de la guerre, où ils s'étaient accommodés et adaptés à une réalité violente et meurtrière, aujourd'hui, nous assistons à une sorte de résignation, une forme d'acceptation passive, dont l'ampleur des flux migratoires annuels illustre bien le rejet de la capacité des Libanais à surmonter cette nouvelle crise.

Mais selon la culture folklorique populaire, Beyrouth est tel le phénix qui renaît à chaque fois de ses cendres et le mythe de l'autodestruction alimente celui de la résilience. Jusqu'à présent, la transition de la destruction à la reconstruction a rarement été la responsabilité de la même génération. Mais actuellement, la grave crise que traverse le pays résulte d'un système mis en place au terme de la guerre civile et dont le terrain d'expérimentation a été le centre-ville de Beyrouth.

Ce processus à répétition de destructions spatio-temporelles, quelquefois violentes à Beyrouth, nous a semblé intéressant à analyser dans le cadre de la thématique du Projet de recherche « La Violence Extrême au Moyen-Orient ».

La première partie de cet article portera sur les différentes phases de destruction qui ont affecté le centre-ville et les quartiers péri-centraux. La deuxième partie portera sur la mobilisation d'une nouvelle génération d'activistes qui luttent pour empêcher la destruction des derniers vestiges du patrimoine bâti beyrouthin : anciens palais, escaliers, îlots d'anciennes maisons, artisans et vieux métiers... qui subsistent encore dans la première ceinture bâtie autour du centre-ville. Certaines actions ont été couronnées de succès et ont quelquefois abouti à mettre un terme à des projets de destruction d'une ancienne demeure. La dernière partie s'intéressera à l'adhésion des Libanais au nouveau modèle urbain que représente le centre-ville et au regard qu'ils portent sur les édifices préservés.

Méthodologie de la recherche

D'un point de vue méthodologique, les résultats obtenus dans le cadre de cette recherche s'inscrivent dans le fait que, depuis les années 1970, nous nous sommes intéressées à la ville de Beyrouth et à ses évolutions spatio-temporelles. De ce fait, nous avons dirigé ou participé à plusieurs programmes de recherche portant sur certains quartiers de la capitale libanaise et particulièrement sur

le centre-ville et sa périphérie (Zokak el-Blatt, Gemmayzé, Mar Mikhaël...). Ces recherches nous ont menées à consulter plusieurs types de documents, des rapports, des plans, des ouvrages scientifiques, littéraires... et à mener des analyses de documents cartographiques sur la ville de Beyrouth et ses environs.

C'est grâce à ce travail de recherche entamé avant la guerre civile de 1975 à 1990, et jusqu'à aujourd'hui, que nous avons pu dater et analyser les phases de ruptures et de violence urbaine qu'a subi le tissu urbain de Beyrouth depuis 1875 et rédiger cet article.

1. Centre-ville de Beyrouth et violences : le temps des destructions

Du dernier quart du XIX^e siècle, aux années 1990, le noyau historique de la ville de Beyrouth a subi une série de destructions majeures décrétées par des régimes politiques différents qui voulaient faire de la capitale, la vitrine de leurs représentations urbanistiques et légitimer ainsi leurs présences. Les quartiers péricentraux, lourdement affectés par les dégradations causées par la guerre civile, vont devenir un champ de bonnes opportunités pour les promoteurs immobiliers qui vont détruire plusieurs anciens palais et demeures et ériger des tours d'habitation. Plus récemment, l'explosion du port le 4 août 2020 a occasionné une fois de plus, des destructions dans ces secteurs périphériques.

À la fin du XVIII^e siècle, Beyrouth est un petit bourg côtier intra-muros, d'un poids politique et économique secondaire au sein de l'Empire ottoman et relevant du pachalik de Tripoli. Le noyau urbain intra-muros est encaissé entre deux collines recouvertes de vergers, de pinèdes ou de mûriers à soie. Entretemps, la Révolution industrielle qui se développe en Europe, s'intéresse à l'immense marché que représente l'Empire ottoman et, plus particulièrement, à la côte levantine dont l'arrière-pays est séricicole.

Débarquent ainsi à Beyrouth, au début du XIX^e siècle, des représentants consulaires, des maisons de commerce, des négociants intéressés à exploiter la richesse séricicole des montagnes environnantes. La pénétration de l'Europe industrielle va bouleverser l'ordre urbain de la ville qui sera progressivement intégrée aux nouveaux circuits de l'économie-monde.

2. Destructions et projets d'embellissement sous l'Empire ottoman (1860-1915)

Sous l'autorité ottomane, quelques pans de la ville intra-muros cèdent la place à des remodelages urbanistiques très conséquents, à partir des années 1860 : percement de la route Beyrouth-Damas, aménagement de la place *al-Hamidiyah*, édification du petit sérail, fontaines, destruction progressive des remparts et construction de nouveaux souks modernes, à proximité du Khan Antoun Bey¹ situé au nord de la ville intra-muros.

Entretiens, à partir du vieux centre, la ville de Beyrouth s'agrandit selon une expansion urbaine auréolaire ; de nouveaux quartiers émergent sur les collines, du quartier Sursock à Zokak el-Blat et le long de la côte de Aïn Mreissé à Mar Mikhaël.

Au cours de la première guerre mondiale², le wali ottoman Azmi Bey décide, en 1915, d'exécuter un plan urbain qui s'inspire du triptyque classique européen du XIX^e siècle : embellissement, hygiène et circulation. Il est question d'assainir le quartier du port et le vieux noyau de Beyrouth. Les autorités ottomanes profitent de l'état de guerre et de la loi martiale qui annihile les oppositions émanant des grands négociants et propriétaires fonciers, pour ordonner à la municipalité de Beyrouth d'entamer les expropriations³. Le jeudi 8 avril 1915, a lieu officiellement la démolition de la première pierre des souks sous le patronage du wali. Plusieurs vestiges historiques, souks, portes, tours, fragments d'enceinte encore debout... seront rasés.

Ce plan devait faire de Beyrouth, la vitrine de la modernité ottomane. Mais en réalité, le projet s'intègre dans un programme d'ottomanisation de la ville et présente aussi un intérêt militaire stratégique certain : contrôle du territoire et déplacement rapide des troupes à travers les ruelles tortueuses du vieux noyau urbain. Le Beyrouth intra-muros serait ainsi recomposé autour de trois avenues parallèles (20m de large).

Cependant la famine, l'épidémie de typhus et le manque de financements... vont retarder l'exécution des travaux.

Un observateur français de l'époque décrit : « ...*la cité de Beyrouth est un monceau de ruines... Pendant la guerre, le gouverneur turc entreprit de détruire les vieux quartiers n'hésitant pas à jeter dehors, sans indemnité, des centaines de malheureux que les maladies et les famines allaient décimer.* » (Du Mesnil du Buisson, 1921).

2.1. Mandat français (1920-1943) : modernisation et rationalisation urbaine

Lorsque les Alliés débarquent à Beyrouth en 1918, la vieille ville est à moitié détruite par le projet ottoman inachevé. Le Mandat cherche à effacer 400 ans de domination ottomane et veut donner à la ville une physionomie nouvelle. Afin que Beyrouth devienne la « Vitrine de la France au Levant » et le centre du rayonnement de la culture française, les nouveaux décideurs ambitionnent de remodeler l'ensemble de la ville et d'en planifier la croissance.

Pour cela, ils vont reprendre à leur compte le projet urbain ottoman de 1915. Ils poursuivent les opérations de destruction de la vieille ville « arabe » ; les anciens souks et leurs résilles de ruelles disparaissent pour céder la place à un nouveau quartier de couleur ocre, constitué de grands immeubles de bureaux construits en pierres *ramleh*⁴, dans un style architectural mêlant les remakes

néo-classiques, au baroque et à l'arabo-mauresque. Le nouveau bâtiment de la municipalité de Beyrouth, conçu par l'architecte Youssef Aftimos⁵ dans un style néo-mauresque, demeure à nos jours, un bâtiment iconique de cette période. Les nouvelles artères qui traversent le centre-ville de Beyrouth portent désormais le nom des vainqueurs : Georges Picot, Weygand, Allenby, Foch...

À partir de 1926, émerge au milieu de la vieille trame urbaine rasée, la Place de l'Étoile. Cette réplique miniaturisée de son homonyme parisienne verra son plan en étoile tronqué, à cause de la présence des divers lieux de culte chrétiens et des mosquées sunnites (*waqfs*⁶) qui ne sauraient être détruits. C'est sur cette place que sera construit le bâtiment du Parlement, lieu du nouveau pouvoir politique en rupture avec le passé. L'ancien jardin public circulaire de la place *al-Hamidiyah*, sera réaménagé en un jardin à la française de forme rectangulaire et sera baptisé Place des Martyrs⁷.

En moins d'une décennie, la puissance mandataire a gommé le noyau historique de la Cité, survivance des siècles passés. Une « ville nouvelle » est née, au cœur même de la ville. L'ancien tissu urbain a été remplacé par un nouveau style architectural hybride. Beyrouth a ainsi perdu ses espaces de rencontres, de convivialité et ses foyers traditionnels de vie et de communication. Ces aménagements relativement « violents » vont constituer une première rupture tant dans la structure du tissu urbain, que dans la coexistence sociale.

2.2. La guerre (1975-1990) ou l'anéantissement du centre-ville de Beyrouth.

Dès les premiers jours de la guerre, les miliciens et les oubliés de la croissance, toutes confessions confondues, investissent le centre-ville. Il est le symbole d'une richesse de laquelle ils étaient exclus. Ils le vandaliseront et pilleront le noyau utile

Le centre-ville de Beyrouth était, avant la guerre, porteur des valeurs d'une culture urbaine et l'expression de la vitalité économique de la ville. Il était également le lieu vivant de la coexistence entre tous les Libanais quelles que soient la classe ou la confession : dans les souks, se côtoyaient la ménagère et la bourgeoise d'Achrafiyé, le porteur de marchandise et le banquier... Beyrouth, ne disposant plus de centralité, va alors implorer. Du symbole de la richesse pluraliste et économique de Beyrouth, le centre-ville était devenu, en quelques semaines l'image de sa scission, de sa désertion et de son appauvrissement.

À partir de 1977, le centre-ville devient un *no man's land* où les accrochages entre les diverses milices sont presque quotidiens. La capitale se scinde en deux secteurs antagonistes « confessionnels » : Beyrouth Est et Beyrouth Ouest. La rue de Damas, le rond-point Tayyouné, le boulevard de Hadath et de Chiyah se transforment en des « lignes de la mort » minées et où les francs-tireurs

séviennent ; elles divisent la ville en de minuscules territoires miliciens distincts qui s'organisent progressivement sur un mode quasi autonome, avec l'émergence de nouveaux quartiers de résidence, de pôles commerciaux et de loisirs.

En 1982, le sexennat d'Amine Gemayel⁸ commence sous le signe de l'espoir et ce dernier cherche à consolider son pouvoir par une politique de reconstruction censée recomposer l'unité nationale. Un concours d'architecture pour la reconstruction du centre-ville est lancé. Entretemps, Rafic Hariri riche homme d'affaires et *self made men* libano-saoudien et propriétaire de la société OGER, offre ses services pour réhabiliter le Parlement et les façades des bâtiments de la rue Maarad afin que les députés puissent à nouveau siéger au centre-ville⁹. Lors de cette opération, plusieurs îlots bâtis dont des souks du XVII^e siècle seront rasés. Ces destructions vont soulever un tollé de la part des clergés, tant grec-orthodoxes, grec-catholiques que sunnites, parce que ces bâtiments anciens étaient construits sur des biens *waqfs*. Parallèlement, il commande auprès d'un bureau d'études, l'élaboration d'un plan pour la reconstruction du centre-ville.

Mais l'apaisement sera de courte durée puisque les combats reprennent et la guerre se poursuit jusqu'aux accords de Taëf en 1989. Le 13 octobre 1990, les troupes syriennes envahissent le pays, à l'exception de l'enclave de Jezzine contrôlée par Tsahal. La guerre prend fin.

2.3. Retour à la paix et privatisation du centre-ville de Beyrouth

Après 15 années de guerre, le bilan est désastreux et l'État ruiné. Les 140 000 ayants-droits du centre-ville ne peuvent assumer seuls, les frais de sa reconstruction.

D'une part, le gouvernement de Rafic Hariri vote, en 1991, la loi d'amnistie qui frappe le pays d'une amnésie collective. D'autre part, le nouvel enjeu du gouvernement consiste à faire disparaître au plus vite les stigmates de la guerre, tourner la page du passé et imprimer l'oubli dans le paysage d'une nouvelle Cité. C'est dans ce climat qu'est voté le décret-loi N°117/1991 qui autorise une société foncière et immobilière privée à reconstruire les quartiers sinistrés par la guerre.

Face à cette décision, les ayants-droits, architectes, universitaires, intellectuels, écoles... se mobilisent pour lutter contre la privatisation du centre-ville de Beyrouth. Colloques, expositions, débats se multiplient au Liban et dans le monde... bénéficiant d'une large couverture médiatique. Face à l'absence d'une mémoire officielle, il incombait à la société civile de s'exprimer autour d'un projet de planification urbaine qui concerne le cœur de Beyrouth, devenu un lieu de mémoire et de vécu, représentant, pour les Libanais, le symbole d'une prospérité retrouvée.

Entretiens, SOLIDERE (Société Libanaise de Reconstruction) ne cache pas ses intentions et veut reconstruire une ville nouvelle : « *Beirut, Ancient City of the Future* ». Avant qu'elle ne soit officiellement fondée (1994), dès 1992, les anciens souks, les îlots arabo-ottomans, les anciens cinémas les bâtiments situés sur la Place des Martyrs, le quartier juif de Wadi Abou Jamil, des demeures classées ont été rasées. 83 % du noyau ancien a disparu. Les 265 bâtiments rescapés de la *tabula rasa* sont les églises, les bâtiments publics et les îlots construits sous le mandat français.

La mobilisation des ayants-droits et de la société civile se sont heurtés, une fois de plus, aux murs de la spéculation foncière et du profit. Le passé est un enjeu pour les politiques qui peuvent modifier la hiérarchie des lieux et les instrumentaliser. Ainsi, une nouvelle mémoire devait se constituer autour des îlots bâtis réhabilités devenus ainsi, l'image iconique de la renaissance de Beyrouth. C'est dans ce climat que Rafic Hariri propose de créer une société foncière privée. Nommé Premier ministre, il fait voter un décret-loi (N° 117/1991) qui autorise une société privée à reconstruire les quartiers sinistrés par la guerre civile.

Le *Balad*¹⁰ a disparu, il a perdu son identité. Les Libanais ont découvert à la fin des années 1990, un centre « nouveau » et sans repères affectifs, sans fonctions précises. Avec le temps, de nouvelles appellations ont été forgées, telles Downtown, SOLIDERE, les Souks de Beyrouth... La transmission générationnelle de la mémoire du lieu était rompue et, avec elle, tout un ensemble de représentations, de valeurs et de traditions.

2.4. La destruction de trop : l'explosion du port de Beyrouth

Le 4 août 2020, à 18h07, une explosion semi-nucléaire a détruit le port et la ville de Beyrouth sur un rayon de 10km, causant 6 500 blessés, 225 morts, 8 disparus, laissant plus de 300 000 personnes sans abri. 640 anciennes demeures et édifices à cachet traditionnel ont été gravement endommagés, sans oublier les hôpitaux, écoles, universités, musées, institutions publiques...

Devant le silence étonnant de la classe politique face à cette tragédie humaine, le 5 août au matin, des jeunes écoliers, étudiants, infirmiers venus de tout le pays, se sont rendus dans les quartiers¹¹ les plus touchés, pour ramasser les débris, nettoyer les rues, panser les blessés, distribuer de l'eau et des denrées alimentaires aux familles désemparées et endeuillées.

Dans la foulée, un mouvement d'entraide internationale¹² s'est rapidement mobilisé pour aider un Liban, déjà accablé par la plus grave crise économique et financière qu'il ait connu depuis sa création en 1920.

Parallèlement, une forte mobilisation d'universitaires, intellectuels, bureaux d'études... tant Libanais qu'étrangers, s'est organisée pour que le patrimoine bâti de Beyrouth soit, cette fois-ci, préservé et restauré à l'identique. La Direction Générale des Antiquités¹³ (DGA) et la Direction Générale de l'Urbanisme (DGU), soutenues par le Comité national ICOMOS, ont voté un décret destiné à empêcher la vente des bâtisses endommagées aux promoteurs immobiliers.

Deux ans après, la phase de réhabilitation est toujours en cours. Plusieurs Associations et ONG libanaises poursuivent leurs travaux en fonction de fonds qui leur sont alloués. Diverses enquêtes ont été menées par des groupes de chercheurs auprès des résidents affectés par ce drame. Les résultats ont démontré que près du tiers d'entre eux ne voudraient plus revenir dans leurs habitations : peur, traumatisme, perte d'une personne chère, plus de moyens financiers... La menace plane car les quartiers sinistrés risquent de se vider de leurs habitants et de faire l'intérêt des promoteurs immobiliers.

Entretemps, les groupes de restaurateurs ont retapé leurs locaux situés dans les quartiers très touchés, tels Gemmayzé et Mar Mikhaël. Le jour, on entend le bruit incessant des perceuses et des ouvriers qui restaurent certaines demeures et la nuit tombée, viennent se substituer la musique des pubs et les klaxons des voitures.

3. Protection du patrimoine bâti et rôle des activistes

Au Liban, tout ayant-droit ne bénéficie d'aucune compensation en cas de classement de sa demeure et il lui est interdit de modifier ou de détruire le bien immobilier. Le patrimoine immobilier relève de la loi de 1933 rédigée à l'époque du mandat français ; elle ne protège que les constructions antérieures au XVIII^e siècle.

Cependant, en 1995, à la demande de SE Michel Eddé, alors ministre de la Culture, l'APSAD présente un inventaire de 1096 bâtiments à classer en vue de les préserver. Mais leurs propriétaires, échaudés surtout par la procédure d'expropriation/indemnisation par actions imposée par SOLIDERE aux ayants-droits dans le centre-ville, s'y opposèrent fermement. Plusieurs d'entre eux d'ailleurs firent détruire leurs demeures, de peur que ne soit votée une loi qui les pénaliserait.

En 2016, le ministre de la Culture, SE Ghattas Khoury, a présenté un projet de loi selon laquelle les propriétaires bénéficieraient d'avantages fiscaux et financiers, notamment l'exemption de taxes en cas de cession de propriété. La loi n'a toujours pas été votée mais la DGA a gelé plusieurs ventes de parcelles ou de destructions de bâtiments, en vue d'une expropriation. La liste des biens immobiliers préservés s'élevait alors à près de 250 bâtiments.

Mais depuis 2020, la crise pousse plusieurs ayants-droits à vendre leurs vieilles demeures. Les raisons sont financières mais aussi dues au vieillissement des propriétaires, aux litiges entre héritiers... La pression des promoteurs immobiliers sur les espaces « à prendre » pèse de tout son poids et souvent l'emporte.

Dans les quartiers péricentraux, tels Mar Milhaël, Zokak el-Blatt, Bachoura, Ain Mreissé... où la disparition d'anciennes demeures se poursuit inexorablement, le processus de régénération urbaine introduit une nouvelle catégorie sociale de résidents et les tours défigurent le paysage urbain effaçant progressivement, mais irrémédiablement, la mémoire des lieux.

Cependant, depuis les années 2000, toute une génération (de 25 ans à 50 ans) constituée de professionnels, d'universitaires, d'étudiants issus de disciplines différentes, se mobilise sous forme d'Associations, ONG, Recherches pour préserver le patrimoine urbain bâti en péril. Ils organisent plusieurs actions/manifestations, tours guidés... Le succès qu'enregistrent ces événements qui retracent histoire et mémoire d'une rue, d'un îlot, d'un quartier... confirment l'intérêt des Libanais à redécouvrir l'histoire urbaine de leur ville, des styles de vie, d'anciennes pratiques, au travers d'expositions, animations, musique, films et documentaires. Ils s'opposent souvent à certaines décisions municipales ou à des promoteurs immobiliers concernant la destruction d'un bâtiment, d'un escalier, d'un palais... Ils sont souvent soutenus et suivis par la société civile dans leurs actions.

4. Mémoire des lieux, mémoire de Beyrouth

Peu de villes sont de création récente ; les cités quelquefois millénaires, se composent, se décomposent et se recomposent à travers le temps. Chaque époque laisse une strate historique, patrimoniale, fonctionnelle qui marque les lieux.

Beyrouth se présente, depuis 1920, avant tout comme la ville-capitale, c'est-à-dire la ville qui commande, mais elle est aussi, d'une part, symbole de lieu de vie pour une société urbaine mosaïque et, d'autre part, lieu d'échanges entre terre et mer, lieu de rencontres des civilisations. Aujourd'hui, les legs du passé et ses multiples strates spatio-temporelles ont disparu ou sont menacés de disparition. Les derniers vestiges dans la ville sont des escales du temps, des lieux d'attraction et de fréquentation, des espaces de conflits et de drames à côté desquels s'est forgée une vie permanente.

La violence des changements du paysage beyrouthin a été mise en évidence par l'ampleur des démolitions d'immeubles engagées dans la reconstruction et par l'ambivalence du regard porté sur le patrimoine architectural et urbain.

La rupture qu'a connu le centre-ville de Beyrouth avec son passé ne se résume pas aux seules destructions occasionnées par la guerre ni par le choix de SOLIDERE d'appliquer la *tabula rasa*. Quel regard portent désormais les Libanais sur le nouveau centre ? Comment se réapproprier le lieu ?

Dans un centre-ville, privé de sa valeur d'usage traditionnelle, seule la Place des Martyrs est redevenue le lieu de la rencontre et de la contestation, notamment pour la jeune génération, jamais familiarisée avec l'esprit dont il était chargé autrefois.

« Un espace devient lieu de mémoire quand il échappe à l'oubli avec l'apposition de plaques commémoratives, et quand une collectivité le réinvestit de son affect de ses émotions ». (Nora, 1997)

Surnommée à présent Place de la Liberté, elle a regagné sa force magnétique et attire, à chaque occasion, des milliers de manifestants venus de tout le Liban pour revendiquer leurs droits.

Conclusion

Les destructions/reconstructions de la ville de Beyrouth sont devenues une sorte de leitmotiv. Des sociétés immobilières privées ont poursuivi ce processus de destruction du bâti ancien dans les quartiers péricentraux. La violence des changements du paysage beyrouthin est mise en évidence par l'ambivalence du regard porté sur le patrimoine architectural et urbain ainsi que par une minéralisation de la ville, désormais hérissée de tours.

L'explosion du 4 août et sa violence destructrice sont survenues sur fond de crises sanitaire, économique et politique. Face à ce gouffre, le discours mythifié de « *Elle est mille fois morte, mille revécue* » (N. Tuéni)¹⁴ sur la capacité des Libanais à s'adapter et à surmonter les crises semble aujourd'hui rejeté, notamment par la jeunesse libanaise.

Mais la ville de Beyrouth demeure un tissu vivant, de lieux, de vécus, de mémoires et d'identités. Le passé n'est pas seulement le regret de ce qui est aboli ni une fausse nostalgie tronquée par le rêve d'une vie d'antan, mais plutôt le souci de comprendre le présent et de préparer l'avenir.

Notes

¹ Caravansérail moderne construit en 1860 par un grand commerçant, Antoun Bey Najjar. Il a abrité la plupart des consulats, les services postaux et la Banque ottomane.

-
- ² Le 29 octobre 1914, l'Empire ottoman signe une Alliance secrète avec l'Allemagne et déclare la guerre aux Alliés.
- ³ L'arrêté ottoman autorisait la municipalité à exproprier les biens-fonds nécessaires et les biens *waqfs* pour utilité publique.
- ⁴ *Ramleh* : grès dunaire
- ⁵ Youssef Aftimos (1866-1952), ingénieur civil et architecte libanais, spécialiste de l'architecture néo-mauresque, est l'auteur de nombreux bâtiments iconiques à Beyrouth.
- ⁶ Les waqfs sont des biens de mainmorte.
- ⁷ Place des Martyrs : en souvenir des, journalistes, intellectuels et activistes politiques accusés de collaboration avec les Alliés pendant la première guerre mondiale et pendus publiquement sur cette place.
- ⁸ Il sera élu, quelques jours après l'assassinat de son frère, le Président Béchir Gemayel, tué dans un attentat le 14 septembre 1982.
- ⁹ Le Parlement libanais se réunissait à la villa Mansour, situé face à la Résidence des Pins, sur la rue du Musée qui était le dernier point de passage ouvert la journée entre Beyrouth Est et Beyrouth Ouest.
- ¹⁰ *Balad* (pays en arabe) était le nom traditionnel que l'on donnait au centre-ville de Beyrouth avant la guerre.
- ¹¹ Il s'agit du port et des quartiers de Mar Mikhaël, Saïfi, Gemmayze, Rmeil, Bedaoui, le Port, Medawar, Saint-Nicolas, Zokak el-Blat, Basta, Bachoura, Minet el-Hosn, Ain Mreissé, Getaoui et Achrafiyé.
- ¹² Entraide orchestrée par la France, l'Union européenne, les Nations-Unies, l'UNESCO, ALIPH, ICOMOS, ICOM, le Blue Schield, la Banque Mondiale et la diaspora libanaise.
- ¹³ La DGA est une Institution gouvernementale libanaise qui dépend du ministère de la Culture depuis 1993 chargée de sauvegarder et de promouvoir le patrimoine.
- ¹⁴ Nadia Tuéni (1935-1983) est une poétesse libanaise d'expression française.



BIBLIOGRAPHIE

- Arsan, A. (2020). *Lebanon. A country in fragments*, Hurst & Co. Ltd.
- Ascher, F. (2001). Les nouveaux principes de l'urbanisme. La fin des villes n'est pas à l'ordre du jour, La Tour d'Aigues, Éd. De l'Aube.
- Barakat, H. (2001). *Le laboureur des eaux*, Actes Sud, traduit de l'arabe par Frédéric Lagrange.
- Beyhum, N. (2000). « The crisis of urban culture: the three reconstruction plans of Beirut », *Beirut Review*, n° 4.
- Beyhum, N. (1991). « Reconstruire Beyrouth. Les paris sur le possible », *Études sur le Monde arabe*, n° 5, Lyon, Maison de l'Orient.
- Beyhum, N., Salam, A., Tabet, J. (1994). *Reconstruire l'avenir, reconstruire le passé ?* Dossier Urban Research Institute (URI), Ford Foundation.
- Bigo, D., Bocco, R. Et Piermay, J.-L. (2009). « Frontières, marquages et disputes », *Revue Culture et Conflits*, n° 73, Printemps.
- Bou Akar, H. (2018). *For the war yet to come: Planning Beirut's frontiers*, Stanford University Press.
- Bouinot, J. (2002). La ville compétitive. Les clés de la nouvelle gestion urbaine, Paris, Éd. Economica, Coll. Gestion.
- Bouinot, J., Bermils, B. (1995). La gestion stratégique des villes : entre compétition et coopération, Paris, Éd. Armand Colin.
- Bourgey, A., Phares, J. (1973). Les bidonvilles de l'agglomération beyrouthine, *Revue de géographie de Lyon*, vol. 48, n°2.
- Buccianti-Barakat, L., Chamussy, H. (2012). Le Liban. Géographie d'un pays paradoxal, Paris, éditions Belin, Collection Mappemonde.
- Buccianti-Barakat, L. (2018). « Patrimoine urbain et mémoire d'une ville : Beyrouth », in : Actes du Colloque scientifique et International, *Patrimoine partagé ou patrimoine à usage identitaire*, FLSH (USJ) et CISH (Byblos).
- Buccianti-Barakat, L. (2018). « Cette Place, raconte l'histoire », Paris, *Revue Historia*, Hors-Série – Beyrouth, histoire d'une Renaissance.
- Buccianti-Barakat, L. (2020). *Le Liban, du 17 octobre 2019 au 4 août 2020. De la lutte pour un nouveau Liban*. Brèves de l'Association Erasmus Expertise, 10 septembre 2020.
- Buccianti-Barakat, L., Hesse, M. (2022). "Urbanization, Crisis and Resilience: The Multiple Dimensions of Urban Transformation in Beirut, Lebanon", *Urban Planning Journal* (Vol. 7, Issue 1, mars).
- Burgel, G. (1993). La ville aujourd'hui, Paris, Éd. Hachette.
- Corm, G. (2002). *Orient-Occident, la fracture imaginaire*, Paris, Éd. La Découverte.
- Davie, M. (2005). « De l'utilité des échelles géopolitiques au Liban, Outre-Terres », *Revue française de géopolitique*, n°13.
- Davie, M. (2003). *La maison beyrouthine aux trois arcs. Une architecture bourgeoise du Levant*, Beyrouth et Tours, Alba – URBAMA.

-
- Davie, M. (1999). Enjeux et identités dans la genèse du patrimoine libanais, in : *Questions sur le patrimoine architectural et urbain du Liban*, Alba – URBAMA.
 - Davie, M. (1996). « Beyrouth et ses faubourgs (1840-1940). Une intégration inachevée ». *Les Cahiers du CERMOG*, n° 15.
 - Debie, F., Pieter, D., Verdeil, E. (2003). *La paix et la crise : le Liban reconstruit ?* Paris, Éd. PUF, Coll. Géographies.
 - Di Meo, G. (1998). « De l'espace aux territoires : éléments pour une archéologie des concepts fondamentaux de la géographie », *l'Information Géographique*, n° 3.
 - Di Meo, G. (1998). *Géographie sociale et territoire*, Paris, Éd. Nathan Université, Coll. Fac. Géographie.
 - Edde, C. (2009). *Beyrouth, naissance d'une capitale, 1918-1924*, Arles, Éd. Sindbad-Actes-Sud.
 - Fagnoni, E. (2006). « Un exemple de renouvellement urbain endogène. De Amnéville, cité industrielle, à Amnéville-les-Thermes, complexe récréatif et thermal ». In : Lageiste, J., Rieucou, J. (2006). *L'empreinte du tourisme. Contribution à l'identité du fait touristique*, Paris, Éd. L'Harmattan.
 - Fawaz, M. (2017). "Exceptions and the actually existing practice of planning: Beirut (Lebanon) as case study", *Urban Studies*, 54 (8): 1938-1955.
 - Fourastie, J. (1979). *Les trente glorieuses, ou la révolution invisible de 1946 à 1975*, Paris, Éd. Fayard.
 - Fregonese, S. (2009). "The uricide of Beirut? Geopolitics and the built environment in the Lebanese civil war (1975-1976)". *Political geography*, 28(5).
 - Gallety, J.C., Kolaczko, M.T. (dir.) (2001) Actes séminaires, *Les temps de la ville et les modes de vie. Quelles perspectives d'action ?* Lyon, Éd. du CERTU, Coll. Débats.
 - Gaudin, O. (2021). « Beyrouth pour mémoires », *Métropolitiques*, 4 janvier. <https://metropolitiques.eu/Beyrouth-pour-memoires.html>. Consulté le 6 juillet 2022.
 - Gravari-Barbas, M., (dir.) (2005). *Habiter le patrimoine*, Rennes, Éd. PU de Rennes (PUR).
 - Gravari-Barbas, M., Violier, Ph. (dir.) (2003). *Lieux de culture et culture des lieux. Production(s) culturelle(s) locale(s) et émergence des lieux : dynamiques, acteurs, enjeux*, Rennes, Éd. PU de Rennes (PUR).
 - Gwiazdzinski, L. (2003). *La ville 24 heures sur 24*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, Coll. Monde en cours.
 - Haidar, M. (2008). *Beyrouth et la nouvelle mémoire*. In: 16th ICOMOS General Assembly and International Symposium: 'Finding the spirit of place – between the tangible and the intangible', 29 sept – 4 oct 2008, Quebec, Canada.
 - Hallbwachs, M. (1994) [1925]. *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Éd. Albin Michel.
 - Harb, M. (2003). « La Dâhiye de Beyrouth : parcours d'une stigmatisation urbaine, consolidation d'un territoire politique », *Genèses*, n° 51.
 - Ingallina, P. (2001). *Le projet urbain*, Paris, Éd. PUF, Coll. Que sais-je ? n° 3585.
 - Kassir, S. (2003). *Histoire de Beyrouth*, Paris, Éd. Fayard.

- Khalaf, S. (2006). *Heart of Beirut: Reclaiming the Bourj*, London, Saqi Books.
- Lazzarotti, O. (2006). *Habiter. La condition géographique*, Éd. Belin, Coll. Mappemonde.
- Maizi (el), M. (2021). Écrire Beyrouth : Enjeux mémoriels et guerre civile dans « L'ombre d'une ville » d'Elie-Pierre Sabbag, *Nouvelles Études francophones*, vol. 27, n° 1, University of Nebraska Press.
- Nora, P. (1997). *Les lieux de mémoire*, Paris, Éd. Gallimard, 3 volumes.
- Paquot, T. (dir.) (2001). *Le Quotidien urbain*, Paris, Éd. La Découverte et Syros.
- Phares, J. (1977). *Une société banlieusarde dans l'agglomération de Beyrouth. Étude sociologique de certains aspects du développement suburbain*, Beyrouth, Université libanaise.
- Poulot, D. (dir.) (1998). *Patrimoine et modernité*, Paris, Éd. L'Harmattan, Coll. Chemins de la mémoire.
- Radkowski, De G-H. (2002). *Anthropologie de l'habiter*, Paris, Éd. PUF.
- Roncayolo, M. (2002). *Lectures de villes. Formes et temps*, Marseille, Éd. Parenthèses, Coll. Eupalinos.
- Roncayolo, M. (1999). *La ville et ses territoires*, Lagny, Éd. Gallimard, Coll. Folio/Essais.
- Roncayolo, M. (1996). Conceptions, structures matérielles, pratiques. *Réflexions autour du « projet urbain »* in Enquête n°4, La ville des sciences sociales, Marseille, Éd. Parenthèses.
- Tabet, J., Ghorayeb, M., Huybrechts, E., Verdeil, E. (2001). « Portrait de ville : Beyrouth », *Archiscopie*, n°17, Institut Français d'Architecture.
- Tabet, J. (dir.), (2001). *Beyrouth, la brûlure des rêves*, Paris, Éd. Autrement, Coll. Monde, HS n° 127.



BIOGRAPHIE

Liliane Buccianti-Barakat est géographe et urbaniste spécialisée dans le tourisme et le patrimoine.

Elle occupe les fonctions de professeure et responsable pédagogique du D.U. en « Tourisme religieux » (FLSH). Elle est également membre du Comité de Pilotage de l'Opération 7^e jour (USJ) et de la Chaire de « Fondation Diane » pour l'éducation à l'éco-citoyenneté et au développement durable.

En tant que chercheuse, elle travaille au centre de recherche du département de Géographie, le CREEMO (Centre de Recherche Environnement-Espace Méditerranée Orientale) et à l'UIR Mémoire – CEMAM (Centre d'Études du Monde arabe moderne). Parmi ses autres fonctions, elle est Vice-Présidente du Comité National ICOMOS, Liban (UNESCO), membre de la Commission Urbaine de l'Union Internationale de Géographie (UGI), et membre du Comité d'Administration de l'Association Erasmus Expertise (Bordeaux). Elle mène diverses recherches dans le cadre de divers programmes internationaux et locaux (UE, CEDRE, PNUD...).

Liliane Buccianti-Barakat a participé à des colloques et plusieurs conférences publiques tant au Liban qu'à l'étranger. Elle est également auteure de plusieurs publications incluant des rapports de recherche ou d'expertise, ouvrages et articles.



BIOGRAPHY

Liliane Buccianti-Barakat is an urban Geographer specialized in Tourism and Cultural Heritage. She holds the position of Professor and Manager of the DU in "Religious Tourism" (FLSH). She is also a member of "Operation 7^e Jour" Steering Committee and the Chair of the "Diane Foundation" for Education in Eco-citizenship and Sustainable Development.

As a researcher, she works at the CREEMO (Research Centre for the Environment-Eastern Mediterranean Area) of the Geography department and at the UIR-Memoire – CEMAM (Centre for Modern Arab World Studies).

Her professional memberships include Vice-President of the Lebanese National ICOMOS Committee (UNESCO), membership of the International Union of Geography (UGI) and a seat on the Administrative Committee of the Erasmus Expertise Association (Bordeaux). She has contributed to various research within the framework of international and local programs (EU, CEDRE, UNDP, etc.).

Liliane Buccianti-Barakat has participated in numerous symposiums and public conferences, both in Lebanon and abroad. She has authored several publications including research or expert reports, books and articles.